

## APRÈS LA MORT DE KADHAFI JEUDI À SYRTE

## Quel destin pour la Libye ?

**Quels lendemains attendent la Libye à présent que Mouammar Kadhafi est mort ? Les questionnements surgiront dès qu'aura refroidi cette actualité liée aux circonstances de sa mort. Inévitablement.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Né sous une tente bédouine en 1942 dans le désert de Syrte, Mouammar Kadhafi a péri jeudi 20 octobre dans cette même ville où il s'était réfugié après la chute de Tripoli le 23 août dernier. Le Tyran, âgé de 69 ans, a vraisemblablement été exécuté par les combattants du Conseil national de transition (CNT) qui l'ont capturé alors qu'il était terré dans un canal d'évacuation. Celui qui s'était affublé du titre de guide de la révolution libyenne, déchu depuis la prise de Tripoli par les combattants du CNT, est passé de vie à trépas de façon violente, dans sa ville natale, Syrte, qui a soutenu un siège long d'un mois. Sa mort a été confirmée et attestée par des images et des vidéos filmées à l'aide de téléphones mobiles par des combattants du CNT. Néanmoins, les circonstances de cette mort restent imprécises, ceci même si les images diffusées en boucle par les télé du monde entier laissent soupçonner une liquidation sommaire. Mouammar Kadhafi a été extrait vivant du tunnel où il s'était caché, après que sa tentative de fuir Syrte au milieu d'un convoi de 4x4 eut été avortée par une intervention aérienne de l'Otan. Il aurait d'abord été livré au lynchage des insurgés surexcités avant d'être achevé par balles. Dans sa version des faits, le Premier ministre libyen, membre du CNT, Mahmoud Jibril, a évoqué une mort «dans une fusillade entre ses gardes et des combattants du CNT». Cette fusillade serait intervenue au moment où Kadhafi, blessé à la jambe, allait être transféré à l'hôpital. «Aucun ordre de le tuer n'a été donné. Il a été touché d'une balle dans la tête et il est décédé avant son arrivée à l'hôpital», a affirmé encore Jibril. Cependant, cette version ne semble pas avoir convaincu grand monde. Le Haut Commissariat de l'Onu aux droits de l'homme a estimé qu'une enquête sur les circonstances de la mort de Kadhafi est nécessaire. «Les circonstances de sa mort restent obscures. Une enquête est nécessaire», a estimé jeudi à Genève le porte-parole du Commissariat onusien, Rupert Colville. En attendant

que la vérité soit établie sur cette fin violente du tyran, le Conseil national de transition semble avoir déjà programmé de passer à autre chose. Et il compte proclamer, aujourd'hui samedi, la libération de la Libye, étape qui devra poser les jalons d'un processus politique à l'issue vraiment incertaine.

#### Qui du militaire ou du politique influera sur le processus ?

Si, aidé par les forces de l'Otan, le Conseil national de transition libyen est parvenu, après 7 mois de combats et des milliers de morts, à éliminer Mouammar Kadhafi, après avoir fait chuter son régime, il lui reste à parachever sa «révolution» par la mise en branle effective du processus de reconstruction politique. Ce n'est pas chose aisée dans cette Libye où la tradition institutionnelle n'existe pas et où les crépitements des armes ont par moments été plus sonores que les



Une fin tragique pour le dictateur.

Photo : DR.

laïus politiques. Inévitablement, dans pareille situation, l'équation politico-militaire s'offre avec ses variables mais surtout ses inconnues. Déjà, à mesure qu'approchait la fin devenue inéluctable de Kadhafi, des tensions se sont fait

sentir entre les «baroudeurs» et les politiques. Celles-ci pourraient s'exacerber lorsqu'il s'agira de dégager l'encadrement du processus politique mais aussi de trouver un successeur à Kadhafi. La guerre de 7 mois n'a pas laissé émerger

de figures politiques pouvant drainer consensus. Les Mustapha Abdeljalil et Mahmoud Jibril sont peu certains pour jouer un tel rôle. En ce moment même, ils doivent faire face à une poussée des chefs militaires qui auraient bien à cœur de tirer les dividendes d'une victoire qu'ils célèbrent comme d'abord la leur. Leur complication viendra également du fait que la Libye n'a jamais été un Etat au sens institutionnel du terme. Les sept mois d'insurrection ont mis à la lumière du jour trois grands pôles : la Tripolitaine, ayant comme centre névralgique Tripoli, la Cyrénaïque, à l'est et autour de Benghazi et enfin Misrata. La forte tradition tribale n'est donc pas pour faciliter le processus de construction politique. Ajoutez à cela les rôles que joueront les Occidentaux, notamment la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique qui ont grandement contribué à la chute de Kadhafi et de son régime. C'est dire que la Libye a pris désormais rendez-vous avec l'incertitude.

S. A. I.

## L'APRÈS-KADHAFI FACE À L'ALIBI DE L'OTAN

## L'alliance et le néant

**Grande effervescence hier, à Evere-Bruxelles siège de l'Otan. L'Alliance quittera-t-elle tout de go la Libye ou pas encore ? Quelles sont les modalités pratiques du désengagement otanien si, toutefois, des engagements il y a. Les précédents existent que l'Otan n'aime pas partir. Ex-Yougoslavie, Afghanistan, par exemple. Sur le dossier Libye post-Kadhafi, les choses paraissent incertaines, compliquées. A Bruxelles, siège de l'Otan et capitale de l'Europe, les gorges profondes ne paient pas un euro sur un avenir radieux en Libye. Du moins la Libye dans sa configuration présente. Eléments de langage.**

#### Du siège de l'Otan à Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Le consensus pour laisser piétiner Kadhafi et donc le laisser pour mort, a fonctionné. Très bien fonctionné. Cela ouvre une page nouvelle pour la Libye. Les circonstances de l'assassinat cruel de l'ex-Guide resteront pour longtemps floues, imprécises et modulables. Ce ne sera pas la première fois qu'un crime d'Etat est commis qui annonce les bouleversements majeurs.

Les révolutions française et russe ont exécuté, sommairement, Louis XVI et le tsar, les Roumains ont pourchassé jusqu'à la mort Ceausescu, les Américains ont lais-

sé leurs Irakiens étrangler Saddam Hussein, la liste est longue, très longue de ces assassinats, crimes, exécutions rapides comme l'éclair ou complot à mort contre des entités régnantes. Rois, présidents, princes et dirigeants suprêmes, aux titres tantôt fantasques (Kadhafi), ravageurs (tsar de toutes les Russies) ou dissuasifs, guide suprême, combattant suprême, empereur... Les crimes d'Etat pour cruels qu'ils soient sont, peuvent être fondateurs. La fin de Louis le seizième (IV<sup>e</sup>) a signifié une nouvelle ère pour la France et pour le monde, la mort subite de Nicolas de Russie a sonné le glas pour la révolution bolchevik et le départ, la corde au cou,

par jour d'Aïd El Adha de Saddam a acté la dislocation de l'Irak.

Le crime en lui-même concernant l'Etat, l'affaire d'Etat est un moment de convergence historique par le grand bouleversement. Ce dernier peut être faste ou néfaste.

Concernant la Libye, les données actuelles indiquent des tendances vers le pourrissement, la guerre civile, l'incertitude et le bricolage institutionnel. La Libye keddafienne est, elle-même, vierge de toute notion renvoyant un tant soit peu à la notion d'Etat. L'auteur du Livre vert a soigneusement éliminé tous les vestiges que la dynastie Senoussi, dernier roi, a pu tout de même emmagasiner. Les Senoussi, dernier monarque destitué par Kadhafi en 1969, n'étaient certes pas des exemples en monarchie constitutionnelle, ils avaient cependant le souci du royaume de l'Etat, de la forme de l'Etat.

Kadhafi a cassé tous les ressorts de la Libye. Rien, rien n'a été construit allant dans le sens de la création d'institutions modernes ou même pré-modernes. Ni gouverne-

ment, encore moins de chef de gouvernement, pas de partis, pas d'associations, aucune trace de société civile ou de presse. Pas même gouvernementale. Kadhafi et le pétrole ont transformé le Cyrénaïque, la Tripolitaine et le Fezzan, à peu près la Libye actuelle, en territoire sans âme, sans identité, sans traçabilité. Ma ichebhou lwalou (ne ressemblent à rien), pour reprendre la belle parabole algérienne.

Dès hier, les patrons de l'expédition punitive contre Kadhafi ont annoncé les premiers mots qui signifient que pas grand-chose n'est encore réglé.

Des signes inquiétants de la désintégration libyenne sont là, criants, indicatifs.

Le premier aux conséquences tragiques : la dépouille mortelle de Gueddafi a été transférée à Misrata. C'est un acte de vengeance primitive qui n'incite pas à l'optimisme. Pourquoi le CNT permet-il à Misrata d'humilier Syrte ? Est-ce ainsi que les Libyens vont tourner la page ? Pas sûr.

A. M.

## Les débuts sanguinaires de la nouvelle Libye

**La mise à mort de Mouammar Kadhafi est un crime de guerre. Les exactions de Kadhafi ne peuvent en rien amoindrir la gravité de sa liquidation. Il était fait prisonnier, blessé et sans arme, il ne représentait plus un danger pour ceux qui l'ont appréhendé ; il était donc prisonnier de guerre !**

Sa liquidation pourrait être mise sur le compte d'une impulsivité attribuable à un instinct de vengeance. Mais elle pourrait, aussi, n'être qu'une exécution froide dont le but est d'éviter un procès. Son jugement aurait pu éclabousser bien du monde, et Kadhafi prisonnier en vie devenait plus dangereux que Kadhafi vivant à la tête d'un Etat ou d'une résistance. Ce danger existait pour tous ceux qui ont bénéficié de ses largesses, ceux qui ont exécuté ses ordres avec zèle, anticipation et prise d'initiative, avant de se découvrir opposants à la tête d'un peuple en colère. Le peuple libyen aurait gagné à l'organisation d'un procès, tel n'est pas le cas de beaucoup au sein du CNT. Ce danger était tout aussi réel pour beaucoup parmi les personnels politiques occidentaux.

La Libye entame sa nouvelle ère de manière sanglante, comme si sa transition entre l'ancien et le nouveau régime se résumait à l'élimination d'une famille. Les combattants du GICL, et leurs mentors au sein du CNT, ne badinent pas. Ils imposent leur empreinte sanguinaire à la révolte libyenne, et maintiennent leurs vis-à-vis dans le CNT, ou dans la coalition internationale, toujours à la limite de la rupture. Ils sont dans une position d'alliance-défiante où l'alliance ne peut être maintenue que si l'autre abdique continuellement devant leurs coups de boutoir.

Quelle humiliation pour les Occidentaux, acculés à accepter la déclaration pré-constitutionnelle du CNT, où la Charia est projetée comme fondement du nouvel Etat libyen ; puis de se taire sur la liquidation du générale Younès, lui aussi tué alors qu'il était aux arrêts ; et enfin de faire la sourde oreille sur l'apologie du crime que Abdeljalil a étalée, la semaine dernière, lors de la conférence de presse conjointe avec Béji Caïd Essebsi. Aujourd'hui, ils acquiescent à un crime de guerre commis en direct sur les télévisions du monde entier. Quelle déchéance pour ces «défenseurs de la liberté» tenus par l'appétit vorace de leurs

compagnies pétrolières. Cette humiliation est un comble. Celui qui vient d'être assassiné était sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI, et ses assassins ne doivent leur sauvegarde qu'à l'action du système des Nations unies !

L'humiliation est celle, aussi, de Mahmoud Jibril, le laïc démocrate libyen. A chaque coup de boutoir du GICL et de ses pairs salafistes, il est obligé de monter au créneau pour raccommoder la mince couche de vernis «démocratique» que sa présence et celle de quelques-uns confèrent au CNT. Le voilà en train de servir, à l'opinion internationale, la fable de la mort de Kadhafi dans un accrochage à quelque mètre de l'hôpital de Misrata. Misrata pas Syrte ! Abdeljalil sait que pour le moment, l'heure n'est pas aux lauriers, mais aux couronnes d'épines,

il s'efface devant le Shapour Bakhtiar libyen et le laisse monter au front jouer son rôle de faire-valoir démocratique du CNT. Demain, l'humiliation risque d'être celle d'Alger, si elle répond aux injonctions occidentales et livre les membres de la famille Kadhafi à Ben Ghazi. Aucune garantie d'un procès équitable n'existe à l'heure qu'il est dans ce

pays au destin incertain. Si Alger venait à livrer Aïcha et Anibal Kadhafi, dans le meilleur des cas elle contribuerait au rôle que joue actuellement Jibril.

Pour autant, Alger ne devrait pas donner une forme d'immunité à des personnes qui ont participé aux dérives despotiques de l'ancien guide libyen. L'équation n'est pas insoluble ; le sort de ces réfugiés «humanitaires» ne peut être du seul ressort de l'Algérie, qui d'ailleurs inscrit son initiative dans le cadre du droit international. Cette question ne devrait pas servir de levier de pression sur notre pays. La communauté internationale doit assumer sa responsabilité, à Alger de faire de sorte qu'elle soit assumée. Le sort des Kadhafi pourrait être réglé au niveau du Conseil de sécurité de l'Onu, du Haut Conseil aux réfugiés ou de celui des droits de l'homme. Livrer les Kadhafi à Abdeljalil, et Abdelhakim Belhadj, c'est les condamner à une injustice certaine, si ce n'est à une liquidation sommaire, et se rendre complice de crimes. D'ailleurs à l'heure qu'il est, le sort de l'autre fils de Kadhafi reste incertain, prisonnier ou pas du CNT ? Aurait-il été mis à mort lui aussi ?....

Mohand Bakir